



Formation spécialisée d'administration centrale

17 février 2026

Déclaration préalable

Madame la présidente,

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

Notre formation spécialisée d'administration centrale se réunit de nouveau aujourd'hui au sujet du projet immobilier Arche-Sequoia 2028, pour lequel nous avons demandé de longue date un tel type de réunion.

Bien que la tenue de cette formation spécialisée réponde à nos demandes, nous ne pouvons une nouvelle fois que souligner la carence de réel dialogue social pour ce projet, mais aussi plus globalement. Entre groupes de travail et réunions informelles, non assorties de compte-rendu officiels, et consultations des agents qui s'apparentent plutôt à des actions de communication transversales, l'administration avance à marche forcée dans ses projets en cherchant à habiller le processus d'une pseudo-concertation avec les organisations syndicales pour donner l'impression que le dialogue social fonctionne.

Il n'y a pas de réel espace de négociation et nous sommes plutôt dans du « monologue social ».

Nous le vérifions encore pour l'actualisation du PPPACT : Il n'y a pas eu d'évaluation récente pour mesurer son efficacité, pas d'audit RPS préalable, pas de méthode sérieuse d'évaluation et d'orientation en fonction de constats qui devraient être tirés au préalable. Le bilan porte uniquement sur des indicateurs de réalisation à partir d'une évaluation initiale incertaine, compte tenu de l'absence de diagnostic RPS.

Concernant la synthèse du baromètre social 2025 transmis par le SG, il y aurait là aussi bien à dire sur la méthode :

- un échantillonnage de réponses fondé sur le volontariat et non sur le hasard ;
- l'utilisation de coefficients correcteurs d'erreurs pour contourner les carences d'un échantillonnage réduit ;

- l'absence de prise en compte, ou d'analyse, des réponses « libres » et anonymisées ; il serait intéressant d'en faire l'exégèse pour donner une lecture plus ajustée du baromètre social. Le taux de non-participation au baromètre social pourrait aussi être mentionné.

- en 2023, l'anonymisation des résultats, présentés au CSA-FSSSCT sous forme d'histogrammes sans le nom des DG Métier et une dilution de l'information dans les DG Métier. Seules les DG où la situation est dite satisfaisantes ont accepté de partager avec les OS.

Le baromètre fait par ailleurs apparaître 25% d'agents insatisfaits. Il serait intéressant de projeter les résultats du baromètre sur cette tranche d'agents pour compléter la vision.

Globalement, l'administration s'appuie sur ce baromètre social pour prétendre que la situation est bonne, alors que cela mériterait d'être fortement nuancé.

S'agissant de l'actualisation du DUERP, on peut s'étonner là aussi de la méthode suivie. Outre le retard regrettable de cette démarche d'actualisation, on note que l'administration nous propose d'abord le point « pour information » et ensuite « pour avis ». Pourquoi ce pas de deux ? Nous sommes appelés à nous prononcer sur une annexe mais c'est l'ensemble du document qui doit être traité et soumis à l'avis de notre formation spécialisée.

On notera l'absence de chiffrage financier pour les mesures proposées. Au-delà des problématiques de nuisance sonore pour les agents en flex, rien n'est dit sur l'évaluation des composés organiques volatils ou sur le rayonnement électromagnétique. Rien également sur l'accompagnement des chefs de bureau pour gérer des situations individuelles qui ne relèveraient pas de la médecine de travail, excepté un accompagnement pour imposer le flex office aux agents en difficulté (ex : TOC, sensibilité particulière).

D'une manière générale, on observera que quand cela l'arrange, l'administration impose ou invoque des normes, à charge pour l'agent de s'adapter.

Nous demandons que les mesures de réorganisation donnent donc lieu à de véritables diagnostics de départ, des études d'impact circonstanciées et des évaluations financières solides. Il en va du bon usage des deniers publics, dans le contexte budgétaire que l'on connaît. L'équilibre économique du projet immobilier Arche-Sequoia 2028 ne nous paraît pas assuré, à ce stade.

Plus généralement, seule la remise sur pied d'un dialogue social digne de ce nom permettra d'avancer plus efficacement vers une gestion pouvant satisfaire aux intérêts de l'utilisateur et des agents.

Je vous remercie.